

EUROPE

■ Les Français seront appelés aux urnes le 25 mai pour élire leurs députés au Parlement européen. La campagne se déroule dans une certaine indifférence. Pourtant, l'enjeu est de la plus haute importance, argumentent Jacques Delors et Antonio Vitorino. Pour l'ancien président de la Commission et l'ancien commissaire européen, seul le soutien des peuples permettra aux institutions européennes de relever les défis qui attendent le Vieux Continent. Les souverainistes soutiennent une thèse opposée. Le Parlement de Strasbourg ne dispose pas des prérogatives d'un vrai Parlement et ne saurait représenter les peuples des nations d'Europe, estime l'essayiste Coralie Delaume.



JACQUES DELORS ET ANTONIO VITORINO

Le 25 mai, les Français doivent accorder leur confiance aux partis qui soutiennent l'Union européenne, plaident l'ancien président de la Commission* et l'ancien commissaire européen** au nom du think-tank Notre Europe.

Europe : l'union, une chance et un combat !

Au même titre que la crise frappant l'Europe depuis plusieurs années, la récente crise ukrainienne nous rappelle combien l'Union européenne demeure une chance, mais aussi un combat, auquel les Européens sont invités à participer en votant entre les 22 et 25 mai prochain.

Combat contre la crise économique et sociale, causée à la fois par la spéculation bancaire et immobilière ainsi que par la gestion défailante des États, et qui affecte durement nombre d'Européens. Si la Banque centrale européenne a réagi rapidement face à une telle crise, les chefs d'État et de gouvernement ont dû forger des compromis dans la douleur, sur la base d'un principe simple : la création d'aides européennes aux États en difficulté oui, mais en contrepartie d'un contrôle accru sur les politiques nationales. La troïka est la traduction la plus radicale de ce compromis, qui a conduit l'Union européenne à agir aux côtés du FMI et comme lui, au point de rejoindre son niveau de popularité...

Les efforts d'assainissement

consentis par les pays concernés, souvent excessivement douloureux, ont permis à l'Irlande de sortir de la crise et aux autres de revenir sur les marchés financiers. La priorité

européenne à la croissance et à l'emploi doit maintenant être renforcée, bien au-delà du pacte de croissance adopté en juin 2012. Le combat contre le chômage de masse doit être clairement la première priorité en Europe, ce qui suppose avant tout des décisions nationales, mais aussi une contribution plus visible de l'Union européenne.

Le combat européen contre la crise, c'est aussi celui mené contre les déréglages des marchés financiers. La création de l'union monétaire nous a offert plus de stabilité, en nous mettant à l'abri des attaques spéculatives et des dévaluations compétitives. L'union bancaire, qui vient récemment de

l'évasion fiscale par-delà les frontières, et donc de bénéficier de ressources publiques supplémentaires en ces temps difficiles.

Comme le printemps arabe, la crise ukrainienne souligne que nombre de nos voisins aspirent à vivre dans les mêmes conditions économiques et politiques que nous. Mais elle nous rappelle aussi que l'évolution du monde est lourde d'instabilité. Les autorités nationales et européennes ont unanimement dénoncé l'annexion de la Crimée par la Russie ; elles ont adopté des sanctions à la fois politiques et financières à l'encontre des autorités russes ; il leur faut maintenant leur unité

face à un Vladimir Poutine qui ne pourra être efficacement tenu en respect que par un front commun des Européens agissant

coopération avec les États-Unis.

Dans cette perspective, la crise ukrainienne doit nous encourager à donner de nouvelles impulsions à la politique étrangère et de sécurité commune, à développer une politique de voisinage clairement dissociée de la politique d'élargissement, mais aussi à accélérer la mise en place d'une véritable « Communauté européenne de l'énergie », notamment fondée sur des mécanismes de solidarité entre États et une moindre dépendance vis-à-vis de nos fournisseurs, notamment russes.

C'est parce que l'Union européenne

est à la fois une chance et un combat qu'il importe de choisir en mai la majorité politique qui lui donnera corps au Parlement européen au cours des cinq prochaines années. Ces élections vont désigner des élus appelés à investir le président de la Commission et à prendre des décisions sur des enjeux aussi majeurs que l'environnement, l'énergie, l'agriculture, les transports ou la santé publique. Elles ne consistent pas d'abord en un vote pour ou contre l'Europe. Au-delà de leur critique systématique, les partis combattant l'Union européenne ne formulent pas de propositions susceptibles de permettre aux Européens de répondre aux défis auxquels ils sont confrontés.

Sauvetage des États défallants, lutte contre la finance folle, fermeté face à la Russie : voilà trois défis face auxquels l'union des États membres de l'Union européenne n'était pas acquise, mais où elle a pu être patiemment construite dans l'intérêt commun des Européens. Cette union n'empêche pas les États membres d'agir comme bon leur semble dans de nombreux domaines, et elle doit continuer à respecter les diversités nationales. Elle est plus que jamais nécessaire pour relever de grands défis face auxquels nos pays seraient fort démunis s'ils essayaient d'agir seuls.

* Jacques Delors a présidé la Commission européenne de 1985 à 1994.

** Antonio Vitorino a été commissaire européen à la Justice et aux Affaires intérieures de 1999 à 2004.

Il faut sortir de l'Europe à la papa

En cette veille du scrutin européen, l'on nous explique combien celui-ci sera important. Car la nouvelle majorité au Parlement européen conditionnera cette fois la désignation du président de la Commission. C'est prendre les vessies pour des lanternes. Le président de la Commission européenne sera soit Martin Schultz soit Jean-Claude Juncker, tous deux représentants le vieux européisme de papa. Entre eux, il faut chercher les différences à la loupe, comme l'a montré le débat télévisé d'un ennui poisseux qui les a « opposés » le 9 avril.

On surestime le rôle de l'Assemblée de Strasbourg. Celle-ci n'a pas l'initiative directe des lois européennes.

Elle vote un budget de l'Union d'un montant dérisoire. Elle ne peut modifier les traités. Bref, elle est plus

une chambre d'enregistrement qu'un organe décisionnel. Son élection au suffrage universel ne sert qu'à tenter de légitimer un édifice communautaire à bout de souffle.

Le Parlement européen ne peut être une véritable assemblée représentative puisqu'il n'est pas l'émanation du peuple européen. Et pour cause : un tel peuple n'existe pas. Voilà pourquoi l'Europe est un trou noir démocratique qui engendre la défiance des populations.

Les traités européens priment de fait sur les Constitutions nationales : la Constitution française a été modifiée cinq fois depuis 1992 pour être rendue eurocompatible. Quant au droit secondaire, il prime sur les droits nationaux depuis que la Cour de justice de Luxembourg en a décidé ainsi dans un arrêt de 1964. Une décision prise hors de tout contrôle démocratique et jamais contestée. L'ordre juridique européen doit être revu afin que les règles édictées au nom des citoyens par

de vrais parlementaires ne puissent être coiffées par des normes supranationales à la légitimité douteuse.

Il faudra également se défaire de l'euro. On s'accorde aujourd'hui sur certaines tares de la monnaie unique, dont sa surévaluation. Mais si l'euro à 1,38 dollar est très cher pour l'Europe du Sud, il ne l'est pas pour l'Allemagne. Des pays économiquement divers peuvent-ils partager une même monnaie ? Il est illusoire d'enserrer dans une même devise des pays dont les trajectoires à moyen terme divergent. L'Allemagne, dont la démographie décline, devra à l'avenir gérer sa population âgée. Elle a donc besoin d'une inflation faible qui garantisse la valeur de son épargne, d'où son attachement à une politique monétaire restrictive. La France, avec sa démographie plus dynamique, a besoin d'une croissance, de créations d'emplois et d'une inflation supérieures. Comment une même politique monétaire conviendrait-elle à ces deux pays ?

L'euro est donc condamné. Et il serait raisonnable de le démanteler sans attendre qu'il n'explode dans le plus grand désordre. Sans doute les Allemands seront-ils difficiles à convaincre. Un retour aux monnaies nationales entraînerait une réévaluation de la leur, renchérirait leurs exportations et contrarierait leur stratégie mercantiliste, donc leur intérêt à court terme. À long terme toutefois, la dernière chose dont l'Allemagne ait besoin est qu'une spirale déflationniste n'emporte l'Europe du Sud. Une nouvelle crise des dettes du Sud coûterait très cher, cette fois, à ce contribuable allemand que M^{me} Merkel est si soucieuse de préserver. On a fait trop peu de cas de cette remarque lucide de la chancelière allemande lors du Conseil européen de décembre 2013 : « Tôt ou tard, la monnaie explosera, sans la cohésion nécessaire. » Puisqu'elle le sait déjà, pourquoi ne pas en discuter ? * Auteur de « Europe : les États désumés » (Michalon, 2014, 224 p., 17 €).

DESSINS CLAUDE ONO



CORALIE DELAUME

Pour l'essayiste*, la logique qui inspire la construction européenne est vouée à l'échec.

LE FIGARO

RADIO CLASSIQUE

COLLECTION MUSICALE INÉDITE

EVE RUGGIERI

en 30 volumes

CHACQUE MERCREDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Eve Ruggieri vous fait partager ses coups de cœur et vous dévoile des destins d'exception !

www.lefigaro.fr/everaconte

LE NUMÉRO 1

DÈS LE 14 MAI

3,90

au lieu de 7,90€

1 LIVRET

+ 2 CD DE MUSIQUE